

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 22 avril au 20 mai 2019 > n° 36 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

Sols pollués : quand le passé refait surface

Hérités de l'industrie, de nombreux terrains contiennent des produits nocifs. Ils sont difficiles à dépolluer en totalité.

L'Olympique Strasbourg joue les prolongations

Grâce à ses exploits en Coupe de France, le club de football de Cronenbourg s'est constitué une cagnotte pour investir et a gagné en popularité.

Les souvenirs du 32^e de finale de Coupe de France en janvier sont toujours présents dans le club-house de l'Olympique Strasbourg. Le petit club de Régionale 2 (7^e division) du quartier Cronenbourg expose fièrement le fanion de son bourreau, les professionnels de l'AS Saint-Etienne, et son trophée de petit poucet offert par la Fédération française de football (FFF). Le club, créé en 1997, n'avait jamais connu pareil exploit. « Depuis mon arrivée en 2015, on était éliminés au premier tour, indique son président Aziz Soylu. Là, on a tout arraché, on a battu le record. »

Une cagnotte de 13 000 euros

L'exploit était sportif mais aussi financier : « On a fait un bénéfice de 13 000 euros sur le match, précise-t-il. Je ne m'attendais pas à ça. » Pour un club amateur dont le budget avoisine les 40 000 euros, c'est tout sauf négligeable. L'organisation du match à la Meinau a coûté plus de 70 000 euros au club. Une dépense remboursée par les billets, la dotation de la FFF et la recette du match laissée par les Stéphanois. Cette cagnotte de 13 000 euros sera

52 000

c'est le montant en euros de la dotation de la FFF perçue par le club pour son parcours

33 000

c'est la part de recette en euros laissée par l'AS Saint-Etienne à l'Olympique à l'issue du match

■ **Habib Ibrahim Sidow (à droite) a été l'un des artisans du parcours de l'Olympique Strasbourg en Coupe de France**

réinvestie dans les équipes de jeunes. « Le but est de développer le club pour les années à venir, explique Aziz Soylu. L'année prochaine on créera une école de foot. » Une action dans le prolongement de ce qui a été mis en place en début de saison avec la création de trois sections jeunes (U13, U15, U18). L'argent servira à acheter l'équipement, dont les nouveaux maillots.

Une popularité en hausse

Ce coup d'éclat a aussi permis « d'accélérer la construction d'un nouveau club-house et de nouveaux vestiaires par la Ville », se réjouit Aziz Soylu. Le projet devrait aboutir à l'été 2020. Des installations cruciales pour le club car l'Olympique Strasbourg ne peut pas jouer dans son stade, ses vestiaires n'étant pas aux normes pour la division régionale. Actuellement, le club dispute ses matchs sur le terrain de son voisin, le FC Kronenbourg.

Sur le plan sportif, cette épopée en Coupe de France a fait connaître le club. Certains joueurs s'étonnent que leurs performances du début d'année fassent toujours parler. « C'est fini Saint-Etienne ! », lance l'un d'eux, tout sourire. Cet hiver, une quinzaine de joueurs

ont souhaité intégrer l'effectif de l'Olympique, l'équivalent d'une équipe complète. « Mais on a préféré n'en prendre aucun », précise le président. Car, chez les amateurs, seuls deux joueurs recrutés entre le 16 juillet et le 31 janvier peuvent être inscrits sur une feuille de match. Les dirigeants n'ont pas voulu modifier l'effectif en cours de saison. La décision a été repoussée à l'été prochain. « Ce qui est sûr, c'est qu'on a attiré du monde. Notre popularité a bien changé », assure-t-il. L'Olympique a en effet longtemps souffert d'une mauvaise réputation. « Il fallait enlever l'image communautariste, celle d'un club 100 % turc. Chose que j'ai faite dès mon arrivée en enlevant le drapeau de la Turquie du logo du club, rappelle Aziz Soylu. Je pense qu'on a réussi à ouvrir le club à tout le monde, à n'importe quelle religion, n'importe quelle origine. Aujourd'hui, près de 80 % des joueurs ne sont pas turcs. »

Objectif : maintien en Régionale 2

L'épopée de l'Olympique a aussi permis de redorer l'image du quartier. Nihat Acikgoz, gérant du Star Pizza de Cronenbourg depuis 1998, observe : « Des fois, quand on dit Cronenbourg, les gens ont peur. Le club montre qu'il n'y a pas que des méchants ici, il y a aussi des gens qui bossent. Et bien ! » Et d'ajouter : « Ça attire les jeunes et incite également les parents à inscrire leurs enfants. Moi, j'ai envie d'inscrire mon fils à l'Olympique. »

Pour la fin de saison, l'objectif du club est de se maintenir en Régionale 2. Après, il sera temps de se projeter sur la saison prochaine et d'espérer un nouveau parcours exaltant en Coupe de France. « Je ne veux pas attendre dix ans pour revivre ça », conclut Aziz Soylu.

Victor Boutonnat



Victor Boutonnat / Curej

Apprendre comme sur des roulettes à Hautepierre

Depuis septembre, le collège Erasme teste des chaises roulantes. Cette nouvelle pédagogie doit favoriser le travail des élèves.

Les chaises glissent, tournent, pivotent et se cognent. Le tout dans le rire des élèves, comme sur une piste d'auto-tamponneuses. Ce vendredi 22 mars au collège Erasme, pour le cours de théâtre, les 23 élèves de la 6^e B se sont installés sur des sièges « node » : des chaises sur roulettes, vert pomme, bleu ciel, orange ou encore gris métallisé, avec des tablettes intégrées. Anaëlle Bitz, professeure de français, donne les consignes. En quelques secondes, le calme s'instaure et la scène est prête.

Depuis le mois de septembre, ce collège de Hautepierre, classé en réseau d'éducation prioritaire (REP+), expérimente ce nouvel outil pédagogique. Pour Philippe Rivieyran, son principal, le but « est de développer la coopération entre élèves et professeurs, la créativité des collégiens et surtout favoriser le travail collaboratif dès la 6^e ».

Un mobilier au design high tech

L'idée lui est venue en lisant des revues pédagogiques : « Les classes traditionnelles ne donnent plus envie d'apprendre. Alors, on a pensé à changer le mobilier pour avoir une liberté dans la configuration des salles, passer du travail individuel à celui en groupe. » L'établissement a équipé trois salles de 72 chaises modulables et quatre tables « mange debout » avec chaises hautes en guise de bureau pour le professeur.

Ce mobilier design, au design high tech, plaît aux élèves. « Ces chaises sont amusantes et confortables, commente Betul, 11 ans. Ça nous responsabilise, parce qu'on a notre propre espace avec nos affaires au lieu d'être à deux et à partager une table. Et on travaille plus en groupe. » La collégienne avoue que, parfois, elle est tentée de « jouer » plutôt que « d'écouter » et trouve que



Yacine Arbaoui / Cuje

les tablettes sont petites pour poser toutes les affaires. Mais « c'est pratique pour se déplacer. Plus besoin de porter les sacs pour changer de place, on roule et c'est bon ! », enchaîne Scherazade. Anaëlle Bitz a remarqué un changement d'état d'esprit de ses élèves : « Ils sont motivés par le fait d'avoir cours dans ces salles, contrairement aux autres où rien ne bouge. Ils sont toujours éveillés car le mouvement physique des chaises les rend plus dynamiques. »

Philippe Wandhammer s'occupe d'une classe d'élèves avec une déficience intellectuelle. « Il est plus facile pour nous de voir si les élèves travaillent car on passe de groupe en groupe, on corrige et on maîtrise mieux le travail des élèves, poursuit-il. On n'a pas davantage de temps par élève, mais il est distribué différemment. »

Pas un caprice du chef

Pour Sarah Bardot, enseignante de français, la pédagogie d'un collège classé en REP+, doit s'adapter à ces élèves : « Le frontal ne marche pas toujours, il faut faire évoluer le mode d'apprentissage. Ces chaises m'ont permis d'adapter mon cours. En fonction de la

Assis sur les chaises roulantes, les élèves de la 6^e B préparent des saynètes durant le cours de français

classe, je peux passer du frontal au travail en groupe. » En travail individuel, les élèves peuvent s'isoler plus facilement, se tourner contre le mur pour plus de concentration. L'enseignante constate aussi que les jeunes sont plus autonomes : « Le défi est de faire comprendre aux élèves que cette autonomie se mérite dans le cadre d'un climat de travail. »

« Ce projet n'est pas un caprice du chef d'établissement. Il fallait faire adhérer l'équipe enseignante et convaincre le conseil départemental de l'intérêt pédagogique », insiste Philippe Rivieyran. « Le collège Erasme nous a sollicité pour ce nouveau matériel qu'on trouve innovant. Il est adapté au public du collège », selon Cécile Beauvineau, référente de la mission Éducation, sport et jeunesse au Département.

Si l'expérimentation à Hautepierre s'avère concluante, le Conseil départemental, qui a en charge les 80 collèges du Bas-Rhin, pourrait en équiper certains autres. À l'image du collège voisin, François-Truffaut, qui a déposé un projet pour, entre autres, doter son centre de documentation de ces sièges mobiles.

40 000

C'est, en euros, le coût déboursé par le conseil départemental pour 72 chaises modulables et quatre bureaux hauts

Yacine Arbaoui

Aux Écrivains, difficile de tourner la page

Après une quinzaine d'années d'attente, le quartier à cheval entre Bischheim et Schiltigheim poursuit sa rénovation et tente de changer d'image.

Démolitions, réhabilitations, constructions : voilà ce qui attend le quartier des Écrivains pour les dix prochaines années, entre Bischheim et Schiltigheim. L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) a validé au mois de mars le financement du projet de réaménagement présenté par l'Eurométropole. À terme, dix immeubles seront détruits, huit rénovés et douze sortiront de terre. Plus de la moitié des bâtiments de la cité sont concernés. L'objectif est aussi de doter le quartier d'équipements neufs et attractifs : une nouvelle école ou encore un parc pourraient changer l'image du quartier.

Cela fait près de 15 ans qu'une rénovation des Écrivains est promise à ses habitants. « Depuis la construction des premiers immeubles dans les années 1960, le provisoire a duré, regrette l'écologiste Patrick Maciejewski (EE-LV), premier adjoint au maire de Schiltigheim en charge de l'urbanisme. Ça démarre enfin. Ce projet permettra de donner un nouveau souffle au quartier. »

Créer de la mixité sociale

336 habitats sociaux seront détruits. Le relogement démarrera dès cette année pour les habitants des 2 et 4 de la rue Ronsard, et devrait s'achever au plus tard en 2024. « Une enquête sera menée auprès de chaque habitant pour trouver un appartement qui correspond à sa situation », explique Romane Marchaud,

■ **L'immeuble de Mustapha Boujaafar sera détruit une fois que la salle de prière sera transférée dans de nouveaux locaux**

180

millions d'euros, c'est le budget global du projet de rénovation

178

logements sociaux vont disparaître du quartier



Hugo Bossard / Cuej

chef de projet à l'Eurométropole. À 35 ans, Fatima Sunbul n'envisage pas de quitter la cité des Écrivains. « Je suis née et j'ai grandi ici. Ma mère, ma sœur et mon frère habitent ici aussi. On se connaît tous dans le quartier. Ils vont tous nous disperser ! » s'inquiète-t-elle. « Ceux qui veulent rester dans le quartier le pourront », assure pourtant Romane Marchaud.

Entre 2021 et 2029, 370 logements neufs devraient voir le jour, dont moins de la moitié seront des habitats sociaux. Le reste sera privé, avec un accès facilité à la propriété, pour permettre de « diversifier les populations », selon la cheffe de projet. Des appartements plus petits, mais plus économes en énergie. « Une hausse des loyers de 100 euros maximum est à prévoir », assume Patrick Maciejewski. Elle pourrait être compensée par une baisse des charges.

La construction d'un nouveau groupe scolaire, rue Ronsard s'inscrit dans la même volonté de diversifier la population. Il permettra de « créer de la mixité », d'après l'élu. Le projet prévoit aussi la réhabilitation de 326 logements. Des rénovations ont déjà eu lieu depuis 2014, à Bischheim. Dans la barre de la rue Verlaine, livrée fin 2018, Sandra* a vécu plus d'un an au milieu des travaux. « Ils ont bâché le bâtiment pour le désamianter, se souvient-elle. Il faut imaginer vivre dans le noir, avec la poussière des travaux, les fenêtres étaient clouées, on ne pouvait même pas aérer ! Il y a des personnes âgées qui sont alitées dans l'immeuble. C'était un enfer. »

La perspective d'un chantier de dix

ans laisse « sceptique » du côté de la Confédération syndicale des familles (CSF). « Nous serons très attentifs. Il faut que les travaux se fassent en concertation avec les habitants », prévient Francine Strobel, bénévole de l'association de défense des locataires.

Créer une trame verte

Au 2 rue Mistral, Mustapha Boujaafar habite un immeuble rénové en 2015. Du carrelage, un crépi gris et rouge et des garde-corps ont rafraîchi le bâtiment. Il sera pourtant détruit pour laisser place à une trame verte : un parc d'un hectare traversant la cité d'est en ouest, pour faciliter les échanges avec le centre-ville et la gare de Schiltigheim. « Je suis content pour le quartier même si je ne suis pas sûr de rester, relativise Mustapha Boujaafar. Je m'en fiche de partir, du moment que j'ai un autre logement. » Son ami, Ahmed Belafkih, habite, au 6 rue Mistral. Ici, aucune rénovation récente. Le crépi est fatigué et les garde-corps sont rouillés. Le projet de réaménagement ne prévoit ni démolition, ni réhabilitation pour son immeuble. « J'aimerais bien qu'il fasse des rénovations », regrette le sexagénaire. Les Écrivains vont aussi accueillir une Maison de l'enfance, regroupant une crèche et une halte-garderie. Quant à la Maison des Arts de Schiltigheim, elle quittera le centre-ville pour déménager sur la friche de l'ancienne imprimerie Istra. Un chantier à 4 millions d'euros, pris en charge entièrement par la Ville.

Hugo Bossard

*Le nom a été changé

L'Université soigne ses jeunes pousses

Ateliers, formations et conseils sont dispensés aux étudiants et enseignants-chercheurs afin de les encourager à lancer leur start-up.

Eclairer et végétaliser les villes grâce à des plantes bioluminescentes. C'est le projet que Rose-Marie et Ghislain Auclair, deux anciens étudiants en biologie de l'Université de Strasbourg (Unistra), développent au sein de la start-up Wood Light.

Mais à leurs débuts, ils se sont heurtés à un problème : « On ne pouvait pas savoir si notre idée était viable ou non, simplement parce qu'on n'avait pas de laboratoire pour essayer. C'était frustrant », raconte Rose-Marie Auclair. Pour son projet de fin de master IPI (Ingénierie des projets innovants), Ghislain Auclair a donc conçu un lieu où les étudiants pourraient vérifier leurs idées. Il s'est concrétisé par le lancement du Biotech-Lab, le Fab Lab de l'ESBS (École supérieure de biotechnologie de Strasbourg), basé au parc d'innovation d'Illkirch-Graffenstaden. Les deux biologistes devraient ainsi mettre au point un prototype de plantes d'ici la fin de l'année. Ils partagent les locaux avec d'autres étudiants comme Lauriane Renaud qui élabore des kits pour doser des micropolluants dans les sols et l'eau : « Le

6 c'est le nombre de Fab-Lab à l'Université de Strasbourg

100 000 c'est le montant en euros investi par l'Eurométropole dans la création du Biotech-Lab

■ **Rose-Marie Auclair, directrice de Wood Light, travaille depuis un an sur un prototype de plantes produisant de la lumière**

Fab Lab était la seule solution pour travailler en autonomie. Sans ce dispositif, mon projet ne serait pas là. » La jeune femme a remporté un prix national qui récompense les projets innovants, avec 20 000 euros à la clé.

Tous bénéficient du statut d'étudiant-entrepreneur qui leur permet d'élaborer un plan de création d'entreprise pendant leurs études. Un statut délivré par l'Université via le pôle ETENA (Étudiants entrepreneurs en Alsace) créé en 2014. Ce dernier sensibilise 1 500 jeunes à l'entrepreneuriat tous les ans, à coup d'ateliers et de formations.

Un million d'euros de chiffre d'affaires

Ils sont cette année plus de 200 étudiants-entrepreneurs. Un nombre en augmentation puisqu'ils étaient 45 il y a quatre ans. Lauriane Renaud explique cet attrait par le fait que « le contexte économique change. Aujourd'hui, on n'a plus l'envie de garder un CDI pendant 40 ans ».

L'Université s'engage de plus en plus sur le terrain entrepreneurial. Elle encourage aussi les transferts de

technologies mises au point par les enseignants-chercheurs. C'est l'objet de la SATT (Société d'accélération du transfert de technologies) Conectus détenue par l'Unistra. Son but est de dénicher des inventions conçues par les chercheurs, de donner des conseils sur la protection intellectuelle, notamment sur les dépôts de brevets.

Ce fut le cas pour la start-up 3D EAU créée en avril 2014. Celle-ci a élaboré un outil qui permet de modéliser en 3D les écoulements au sein des réseaux de gestion des eaux. Une idée mise au point par Jonathan Wertel pour sa thèse à l'ENGEES (École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg). Après avoir travaillé cinq ans chez Suez, il est revenu voir son directeur de thèse, José Vazquez. Ce dernier l'a directement orienté vers Conectus. « Je n'aurais jamais pensé lancer ma boîte. Conectus donne des conseils pour la création de start-up, pour savoir se protéger et négocier les contrats d'exploitation des brevets », précise Jonathan Wertel. Un accompagnement bénéfique pour 3D EAU qui a réalisé l'année passée un chiffre d'affaires d'un million d'euros.

Des profs conseillers scientifiques

José Vazquez est aujourd'hui conseiller scientifique chez 3D EAU tout en restant professeur à l'ENGEES. Un choix pour lequel optent la plupart des enseignants-chercheurs dont les innovations sont suivies par Conectus. Bien qu'ils participent à la conception, ils montent rarement eux-mêmes une start-up.

Conectus va jusqu'à investir financièrement lorsqu'une innovation est susceptible de trouver une application industrielle, par exemple de nouveaux médicaments pour le traitement de cancers ou du diabète. 17 sociétés ont été portées par la SATT depuis sa fondation en 2012, dont 75 % dans le domaine de la santé et des technologies médicales.



Mélissa Antras / Cujej



La nuit, parcours de combattantes

Face au risque d'être importunées en rentrant le soir, des femmes revoient leur façon de se déplacer et adoptent des stratégies pour se protéger.

J'ai un code avec une amie, si j'envoie un message, c'est qu'il y a un problème. » Anna A., étudiante en biologie, a souvent été victime de harcèlement dans le tramway : « Un soir, un vieux se touchait devant moi et m'a suivi en sortant. » Depuis, elle reste en contact avec quelqu'un, « au cas où ». Anna A. prend le tram quotidiennement entre l'Esau, l'Esplanade et le stade de la Meinau. Elle termine ses journées aux alentours de 20h : « Quand je rentre seule, je me demande s'il va m'arriver quelque chose. » Une angoisse permanente qui la suit à chaque trajet, plus particulièrement la nuit. « Après une certaine heure, j'ai l'impression qu'il n'y a que des fous et des alcooliques, confie la jeune femme qui a appris à s'adapter. Dès qu'il fait nuit, je marche plus vite, je regarde le sol, je mets mes écouteurs. Parfois, j'évite de sortir pour ne pas rentrer seule. »

Anna A. n'est pas un cas à part. À vélo, à pied ou dans les transports en commun, de nombreuses femmes adoptent des stratégies dans l'espoir de ne pas être inquiétées la nuit. Un appel à témoignages sur Facebook a recueilli plus de 370 témoignages de Strasbourgeoises en seulement deux semaines (1).

Les transports en commun s'adaptent

Pour rentrer chez elle, à Niederhausbergen, depuis le campus de l'Esplanade, Camille J., étudiante en maths-éco, passe 40 minutes dans les transports en commun. Le soir, elle est obligée de rentrer par le tram-bus de la ligne G qui s'arrête à Bischheim. S'ensuit 25 minutes de marche à travers les champs avant d'arriver chez son père. « Le bus passe dans tout Cronembourg et on a pas trop envie d'y traîner la nuit », explique-t-elle. Elle a ses habitudes pour éviter les difficultés : « Je m'assoie vers l'avant. Plus près du chauffeur, ça me rassure. Quand je marche, je mets mes écouteurs et je vais vite. » Camille J. privilégie le retour en Uber, plus cher mais plus sécurisant. Elle partage le coût de la course avec ses amis. Quand elle ne peut pas se permettre la dépense, elle rentre seule : « Ça me fait toujours un pincement. »

■ **Élodie W., serveuse le soir, privilégie le vélo, plus rapide et plus sécurisant, pour rentrer chez elle après le travail**

Pour diminuer les risques, la Compagnie des transports strasbourgeois (CTS) a annoncé une nouvelle mesure : « Après 22h, les passagères des bus pourront demander à être déposées entre deux arrêts, plus près de leur domicile. » Une décision « tweetée » par son président, Alain Fontanel, le 8 mars, lors de la Journée internationale pour le droit des femmes, et soulignée d'un #SécuritéPourToutes. La mesure sera expérimentée sur la ligne 14/24 entre le centre-ville et le quartier du Neuhof à une date encore inconnue.

Le bus 14/24 effectue deux rotations après 22h. Au départ de l'Ancienne douane, moins d'une dizaine de personnes sont à bord, ce 27 mars. Une jeune femme monte à Étoile-Bourse. Selon elle, la nouvelle disposition « peut servir », même si elle n'a « jamais été témoin d'une situation de harcèlement ». Une autre passagère se montre sceptique : « Je n'en ressens vraiment pas le besoin, il ne m'est jamais rien arrivé sur cette ligne. » Sur cette ligne, deux agents de sécurité sont présents chaque soir, postés à l'entrée du bus. Ils interviennent en cas de troubles durant le trajet. « On a déjà eu deux ou trois personnes bourrées, mais jamais de trucs graves. Le tram, ça craint un peu plus », estiment-ils. Le véhicule traverse le Neuhof où les rues sont désertes et les lampadaires rares. Il est 23h08, une courte pause au terminus pour le chauffeur, le bus repart dans l'autre sens. Au retour, seul un homme monte.

L'alternative : le vélo

Élodie W., 21 ans, est serveuse chez un traiteur à Strasbourg, hôtesse pour le Racing et bénévole dans une maison de retraite. Rentrer tard le soir fait partie de son quotidien : « Je peux partir à 2 ou 3h du matin, comme à 6 ou 7h. » Depuis son appartement de la Robertsau, elle se déplace à vélo. « Plus simple, plus agréable et plus pratique », mais non sans danger pour la cycliste. Élodie W. évite certains quartiers, dont celui du Port-du-Rhin, où elle travaille comme serveuse sur un bateau : « Ce n'est pas très éclairé et je me fais souvent aborder, je préfère faire un détour. » Un détour de

2018

En août, l'outrage sexiste entre dans la loi pénale française

15 minutes par rapport à son trajet habituel qu'Élodie réalise systématiquement passée 1h du matin.

Nour D. (2), la trentaine, fait attention à la façon dont elle s'habille : « *Dans les transports, je ne porte pas de vêtements qui dévoilent trop car il y a des regards qui me mettent mal à l'aise.* » Elle s'en veut : « *On ne devrait pas réfléchir à comment s'habiller, mais je suis obligée de rester vigilante.* » Elle est revenue habiter à Strasbourg, il y a trois mois, après des séjours à Londres, Doha et Dublin. Elle remarque la différence entre ces villes et la capitale alsacienne. « *J'ai l'impression qu'ici, il y a plus de gens effrayants dans les transports, même s'ils ne sont jamais vraiment hostiles,* », observe Nour D.

« J'ai intégré des réflexes »

Fan d'arts martiaux, Nour D. vient de commencer le self-défense. Le jeudi soir, dans une salle de sport du Neudorf, elle s'essaie au krav maga, un mélange de lutte, de judo et de ju-jitsu. Sur le parquet, une trentaine de personnes s'échauffent. Les instructeurs arrivent, saluent leurs élèves. Tous portent un t-shirt floqué aux couleurs de leur club et un jogging noir. Autour de certaines tailles, des ceintures font deviner le niveau d'expérience des sportifs. Nora B., 29 ans, arbore la couleur verte. Elle espère bientôt passer au bleu. Depuis trois ans, elle suit les cours de self-défense trois fois par semaine. « *On a l'impression d'être moins vulnérable, on se sent plus en sécurité,* », explique-t-elle. Elle travaille dans une agence immobilière des Contades, à un quart d'heure à pied de son appartement de la Krutenau. Nora B. rentre rarement à pied, et presque jamais toute seule : « *Quand c'est le cas, je passe par des rues éclairées, je regarde toujours autour de moi, même en pleine journée. Je change de trottoir parfois. Mais ça ne me fait pas peur, je cours vite !* »

Derrière les grandes baies vitrées, la nuit est tombée. Les « krav magistes » apprennent à désarmer des agresseurs portant des couteaux ou des revolvers factices. « *Mais si vous pouvez courir, courez ! Face à des armes, vous avez très très peu de chances de vous en sortir,* », recommandent les instructeurs. Noémie J., qui suit les cours de self-défense depuis septembre, approuve. Réserviste de l'armée, l'étudiante en marketing de 21 ans habite vers le stade de la Meinau. Depuis qu'elle est arrivée à Strasbourg il y a presque quatre ans, Noémie J. est de moins en moins tranquille. « *Je mets mes écouteurs, mais je ne lance pas la musique. On m'avait appris ça dans un stage, raconte-t-elle. Ça me permet de rester dans ma bulle, mais je peux réagir s'il se passe quelque chose autour de moi. Si une voiture arrive, je vais regarder son ombre pour savoir où elle va. Quand on m'aborde, je ne me braque pas directement, j'essaie de rester courtoise.* » Le krav maga lui a donné confiance en elle : « *Je me sens plus en sécurité, j'ai intégré des réflexes. Face à des personnes beaucoup plus grandes, on a besoin de ces techniques.* »

Il est presque 20h, les sportifs s'alignent au fond de la salle et saluent leurs entraîneurs. Noémie J. attrape son sac et se dirige vers les vestiaires. Elle constate une augmentation du nombre de stages réservés aux femmes : « *On a de plus en plus peur. Nous, on n'a pas le droit à l'erreur.* » En Alsace, 34 % des 900 licenciés en krav maga sont des femmes.

**Judith Barbe
Pauline Boutin**

447

Le nombre d'outrages sexistes recensés en France entre août 2018 et avril 2019

90

euros, le montant minimum de l'amende pour outrage sexiste

(1) Appel à témoignages réalisé par Viva Cité sous la forme d'un questionnaire diffusé sur Facebook. 371 réponses entre le 14/03/2019 et le 27/03/2019

(2) Le prénom a été modifié

« Vous comprenez un peu ce que je dis, non ? »

En mars, au tribunal, les interprètes assermentés jouent un rôle différent selon les affaires.

« *Où est l'interprète ?* », interroge Christophe Schneider, président du tribunal correctionnel de Strasbourg. « *Il était là il y a cinq minutes, s'agace l'huissier. Je lui ai dit qu'on ne pouvait pas commencer sans lui !* » En matière pénale, le magistrat a l'obligation légale de nommer un interprète lorsqu'une personne ne comprend pas suffisamment le français. Finalement, Zeki Gocer, interprète franco-turc du CRETA (Chambre régionale des experts traducteurs assermentés d'Alsace), arrive, s'excusant pour le contretemps. Sous serment, il traduit les déclarations d'Ahmet A. accusé d'avoir projeté sa compagne sur le lit conjugal, empoigné par la mâchoire, puis serré fortement au niveau du cou. Traduit par l'interprète à Ahmet A., ce rappel des faits fait froid dans le dos. « *Vous comprenez un peu ce que je dis, non ?* », suspecte Christophe Schneider, pas dupe sur le fait que le prévenu se serve de l'interprète pour gagner du temps et ne pas répondre à ses questions. D'ailleurs, Ahmet A. n'a pas besoin de traduction pour comprendre qu'il est condamné à trois mois de prison avec sursis et 1 000 euros d'amende.

Vladimir Schulz, interprète franco-russe, doit traduire, à la hâte, les propos de Timour D. qui comparait pour une énième conduite sans permis sous l'empire de stupéfiants. Arrivé en France en 2008, ce réfugié politique tchêchène ne souhaite pas être défendu par un avocat. Procureur, narquois, agité, Timour D. écoute à peine Vladimir Schulz à travers le trou du box vitré. Au grand dam de son interprète, il montre son désintérêt pour les débats. Malgré une traduction qui semble aseptiser les propos du prévenu, le président s'impatiente. Timour D. est, pour finir, condamné à quatre mois d'emprisonnement avec mandat de dépôt. Au procès de Thierry F. aux assises, les mots de l'interprète Nadja Ehret-Barbin sont d'une importance capitale. Elle doit restituer la déposition d'Ulrike Schmidt, médecin légiste de Fribourg-en-Brigsau qui a pratiqué l'autopsie de Brahim A. L'audition a été préparée, les termes sont choisis, clairs et minutieux. L'interprète détaille les gestes mimés par le médecin et précise, avec soin, l'ensemble de ses propos. Il le faut, car l'enjeu est de taille : il s'agit de savoir comment se sont déroulés les faits, ce 22 juin 2015 à Lingolsheim. « *L'oreille gauche est l'endroit d'entrée du projectile qui a provoqué un orifice de 11 mm de diamètre. Cela prouve le tir à bout portant,* analyse la légiste. *La bosse sur le derrière du crâne est forcément ante-mortem.* » Traduction en termes criminels : Thierry F. a bien frappé la tête de l'ambulancier avec un objet contondant avant de lui tirer dessus. Un scénario qu'il avait toujours nié. Il sera condamné à 20 ans de prison pour meurtre.

Fabien Albert





Lounissi, son cœur là-bas

Avant je ne m'intéressais pas à la politique algérienne », raconte Lounissi Sassi. Né en France en 1976, ce franco-algérien s'installe avec ses parents à Constantine à l'âge de six ans, en 1995. À 18 ans, il revient définitivement à Strasbourg. Les manifestations contre le régime d'Abdelaziz Bouteflika depuis le

mois de février font sortir Lounissi Sassi de sa torpeur politique. Il participe aux rassemblements à Strasbourg et débat du futur de l'Algérie en famille : « Ce régime est en place depuis 1962 : une mafia dépouille l'Algérie, le peuple s'en est rendu compte. »

Yacine Arbaoui & Loana Berbedj



Pollution des sols : une gestion terre à terre



Les terrains industriels reconvertis en lieux de vie doivent d'abord être dépollués. Un travail considérable mené de façon partielle.

Un impressionnant chantier de dépollution avant même de pouvoir construire. Depuis début mars, des deux côtés du pont André-Bord, sur les môles Citadelle et Starlette, des dizaines de camions et une péniche s'affairent à évacuer 263 000 m³ de terres souillées. Une partie sera directement traitée sur place, une autre décontaminée ailleurs. La zone a été très longtemps exploitée par les industries, dont une usine à charbon et un dépôt pétrolier. Cet élément de la ZAC des Deux-Rives se réinvente pour accueillir à partir de 2021 près de 4 700 logements supplémentaires. Avec l'objectif de le rendre attractif.

Le nombre de sites pollués dans l'Eurométropole reste inconnu. Il y en aurait 71, selon la base de données Basol qui recense les terrains actuellement ou anciennement contaminés nécessitant une action de l'État. Mais le nombre serait bien plus important, à en croire Robert Herrmann. En 2016, lors d'un conseil municipal, l'adjoint au maire et président de l'Eurométropole faisait état de 117 sites pollués supplémentaires. L'écart est dû au fait que l'élu inclut des sites non-recensés par Basol, car

■ *Sur le môle de la Citadelle, le chantier de dépollution a débuté en mars*

dépollués par des acteurs privés sans l'aide des pouvoirs publics. Pour en avoir le cœur net, l'Eurométropole a lancé il y a trois ans un Inventaire historique urbain afin de cartographier avec précision le territoire. Les résultats seront connus en 2022. Jusqu'à cette date, le flou demeure.

Les risques ne sont pourtant pas minces. Parmi les composants relevés dans les sols, de l'arsenic, du cadmium, du chrome ou du mercure. Une seule toxicité : tous ces polluants sont toxiques pour l'environnement et la santé. Les plus dangereux, comme les BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes) et le trichloréthylène sont classés cancérigènes avérés par le Centre international de recherche sur le cancer. D'autres, comme les hydrocarbures et les polychlorobiphényles (PCB), sont difficiles à récupérer une fois qu'ils atteignent la nappe phréatique.

Des écoquartiers pas très écolos

Le chantier de dépollution des Deux-Rives n'est pas une exception. Nombreuses sont les terres souillées, mémoires du passé industriel et artisanal de l'agglomération, aujourd'hui réhabilitées en lieux de vie. La raffinerie à Reichstett, les anciennes activités

brassicoles de Schiltigheim, l'usine à gaz de la zone portuaire...

De quoi aboutir à des situations paradoxales, comme par exemple à l'écoquartier Danube qui se veut un modèle de ces nouveaux lotissements favorisant l'écologie et l'agriculture urbaine. Pourtant, les habitants sont contraints à certaines restrictions. « *Nous n'avons pas le droit de cultiver des légumes et des fruits en pleine terre* », déplore Grégoire Klotz, président de l'association de l'écoquartier. Ce dernier a été construit sur une ancienne usine à gaz fermée en 1971. La dépollution du site n'a pas été jusqu'à supprimer les polluants en profondeur. « *Il est techniquement et financièrement inenvisageable de traiter ces faibles teneurs* », assure l'Eurométropole.

Le potager de l'écoquartier Danube se borne aujourd'hui à des cultures hors sol. Et les balcons des habitants se transforment en jardin. « *C'est leur bon vieux principe de précaution, mais c'est surtout une simplicité administrative : comme ils ne font aucun contrôle, ils préfèrent tout interdire* », regrette Grégoire Klotz.

Car les promoteurs et les collectivités ont simplement l'obligation de veiller à ce que l'état des sols ne présente

15 %

des sites et sols pollués recensés dans Basol sont en Alsace

aucun risque pour la santé. Rares sont donc les terres faisant l'objet d'une totale dépollution, trop coûteuse. Selon les polluants retrouvés et les techniques de traitement, le coût oscille entre 20 et 1 000 euros la tonne de terre traitée. À Danube, la dépollution partielle a ainsi coûté 3,3 millions d'euros. Pour son projet des Deux-Rives, rien que pour le diagnostic de contamination, l'aménageur a dû prévoir un budget entre 700 000 et 800 000 euros. « *Comme on a un prix foncier élevé à Strasbourg [2 600 euros le m² en moyenne, ndlr], il vaut mieux dépolluer partiellement un site avec des restrictions, détaille Jérémie Muller, chef de projet des sites et sols pollués à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) Grand-Est. La solution radicale ferait fuir l'acheteur qui irait construire et bétonner des terres agricoles.* »

Des écoles sur terrains pollués

Si l'Eurométropole pilote de vastes projets de réhabilitation, les promoteurs privés convoitent les plus petites friches pour les transformer en zones résidentielles. Jusqu'alors, c'était le principe du pollueur-payeur qui prévalait. La loi Alur de 2014 permet désormais qu'un tiers se porte acquéreur d'un site pollué, dont il doit assumer le traitement. Histoire de faciliter la reconversion de terrains idéalement situés et répondre à la densification urbaine.

Le site Caddie, à Schiltigheim, en est un exemple. L'ancienne usine de chariots, dont les sols sont contaminés au cuivre, solvants halogénés et autres PCB, est dépolluée par Brownfields. Le fonds privé d'investissement écologique, dont le siège est à Paris, a acheté le site d'1,6 hectare et le revendra, une fois partiellement traité, à un promoteur immobilier qui y construira 300 logements.

Certains terrains pollués hébergent des établissements scolaires et d'accueil d'enfants. Une évaluation menée par l'État lors du 2e plan national santé environnement 2009 - 2013 a révélé que des milliers d'entre eux ont été construits à proximité d'une usine en activité ou sur d'anciens sites industriels qui n'ont pas toujours

été dépollués. Huit établissements sont concernés dans l'Eurométropole, dont trois classés en catégorie C, pour « enfants exposés ».

C'est le cas de la crèche parentale La Luciole, dans le quartier de la gare à Strasbourg. Au cours de l'inspection, des fissures sont observées dans le sol de la cour intérieure, sur laquelle jouent les bambins. Or, la terre garde le souvenir d'un ancien garage : du mercure, du cadmium, du cuivre, du plomb et du zinc. Des travaux sont impulsés par l'Ademe dès 2011 sur la dalle de béton de la cour pour supprimer tout contact direct avec les polluants. Mais aucune décontamination n'est réalisée. « *Les produits polluants situés sous La Luciole ne sont pas volatiles, donc on peut les confiner dans le sol sans risque* », justifie Vincent Debes, élu métropolitain en charge des sites pollués. Il rappelle que la présence de polluants n'est pas systématiquement synonyme de risques sanitaires pour les populations.

Ces sites ne sont pas régulièrement contrôlés. « *Cela fait cinq ans que mes trois enfants fréquentent la crèche et je n'ai jamais entendu parler de sols pollués* », se désole l'une des mamans. Même constat dans le collège public Solignac, au Neuhof, qui a bénéficié de travaux de dépollution à l'été 2011. « *Il n'y a pas eu de contrôle après les travaux et il n'y en a pas plus aujourd'hui* », explique le principal Jacques Schweitzer. Rien d'inquiétant, selon lui. Le remplacement de la terre polluée sur 30 cm d'épaisseur aurait remédié au risque pour les collégiens.

Une récente prise de conscience

Il n'y a pas que l'Eurométropole qui souhaite avoir une vision d'ensemble du problème. L'État a aussi activé une nouvelle base de données depuis le 1^{er} janvier 2019, intitulée Secteurs d'information sur les sols. Les sites privés y sont désormais pris en compte aux côtés de ceux déjà recensés par Basol. « *C'est un moyen de conserver la mémoire sur ces terres contaminées, lorsque des travaux seront effectués dans vingt ans* », explique Christophe Piegza de l'Agence régionale de santé (ARS) Alsace. Car la multiplicité des acteurs qui interviennent

53 %

des sites pollués selon Basol sont contaminés aux hydrocarbures

dans le processus de dépollution ne facilite pas l'harmonisation de l'information : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), bras armé de la préfecture, Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), ARS, mairies et Eurométropole, les promoteurs et autres bureaux d'études privés. Difficile d'agir de concert et d'y voir clair quand personne ne détient l'ensemble des diagnostics et des études relatifs à un site.

En parallèle, la réglementation évolue, signe d'une prise de conscience. « *En dix ans, la politique nationale de la gestion des sols pollués a beaucoup évolué. Aujourd'hui, nous devons refaire les études réalisées avant 2007* », indique Laurence Dufond, directrice de l'agence Burgeap, spécialisée dans l'analyse des sols pollués, sollicitée par l'Eurométropole. De quoi remettre en cause des travaux de dépollution déjà réalisés ? Ou faire apparaître de nouveaux sites, jusqu'alors tolérés ?

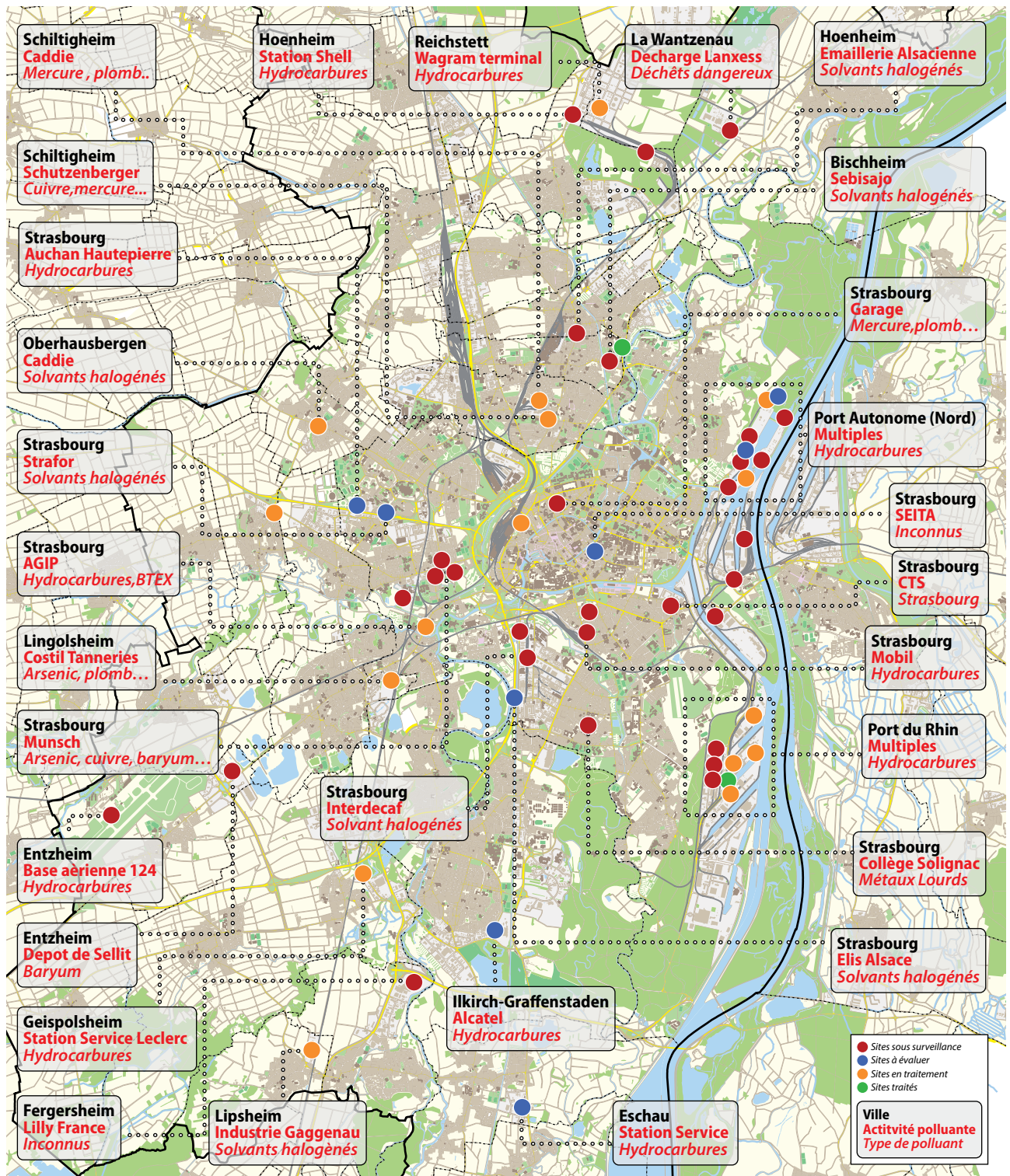
■ **À l'Université de Strasbourg, le laboratoire d'analyse des sols de l'EOST (École et observatoire des sciences de la terre) est chargé de rechercher les polluants et leur niveau de concentration**



Clémence Barbier / Cuej

Localiser pour mieux traiter

Sur les 71 sites potentiellement pollués recensés par le ministère de la transition écologique et dont l'État a la charge sur le territoire de l'Eurométropole, 55 font l'objet, ou ont fait l'objet, d'analyses, de surveillances ou de traitements.



Au Heyritz : l'avenir des jardins suspendu

Au nom du principe de précaution, la municipalité a mis fin à la location de 28 potagers en 2016. Les habitants des parcelles privées continuent de jardiner.

D'un côté du grillage, un ancien jardin ouvrier en friche depuis que la municipalité de Strasbourg l'a condamné pour pollution excessive des sols. De l'autre côté, un jardin privé dans lequel poussent toujours haricots, salades et artichauts. Au Heyritz, ce quartier aux allures de petit village situé à dix minutes du centre ville de Strasbourg, l'incompréhension est générale au sujet de la gestion de la pollution des sols.

En 2016, la mairie de Strasbourg décide de mettre un terme à la location de 28 parcelles de jardins familiaux longeant l'avenue Colette-Besson et jouxtant le chemin du Heyritz. Les analyses commandées par la Ville dans le cadre de l'extension du parc du Heyritz y ont révélé l'existence d'une pollution des sols. « Nous avons observé une accumulation de métaux lourds et d'hydrocarbures ponctuelle dans certains végétaux », rappelle le cabinet du maire. Selon la base de données Basias du ministère de la Transition écologique qui recense toutes les activités industrielles passées, quatre garages et une chaufferie de hôpital civil étaient installés dans le quartier. Mais les parcelles privées voisines n'ont fait l'objet d'aucune mesure.

Principe de précaution

Du coup, les habitants du quartier et les locataires de jardins privés situés de l'autre côté de la clôture ne croient pas à la réalité de cette pollution. « Je plante ici toute l'année, je mange ce que je cultive et je n'ai jamais été malade. J'ai fait mes propres tests sur ma terre, c'est pas pollué », s'insurge William, locataire depuis trois décennies. La municipalité a envoyé un courrier avec des recommandations et des propositions de prélèvements aux propriétaires. Aucun d'entre eux n'y aurait donné



Pierre Boudias / CUEI

suite. « C'est possible que ce soit pollué aux hydrocarbures mais pas au point d'expulser les occupants », tempère Martin Woerle, propriétaire d'une maison bordant les jardins et particulièrement impliqué dans le suivi du dossier.

La Ville de Strasbourg assure de son côté avoir fermé les jardins familiaux au nom du principe de précaution. Elle cherche encore à vérifier l'origine exacte de la présence des polluants contenus dans les végétaux. Une phase d'investigation est en cours avec l'installation d'une serre, de bacs hors sols et de plantations.

Les riverains regrettent que la collectivité n'implique pas les habitants dans la décision sur l'avenir des terrains. En 2016, Christel Kohler, adjointe au maire de Strasbourg en charge de l'environnement, avait annoncé qu'une concertation aurait lieu. « Ils viennent, font des analyses, disent que c'est pollué et repartent sans rien expliquer », déplore Isabelle*.

Selon la municipalité, une concertation avec les riverains sera mise en

■ Au Heyritz se cotoient des parcelles publiques polluées, selon la Ville (à gauche), et des jardins privés toujours cultivés (à droite)

7,8

hectares, soit la taille totale du parc du Heyritz

place « lorsque l'origine de la pollution des sols sera bien connue afin de proposer une dépollution par les plantes ».

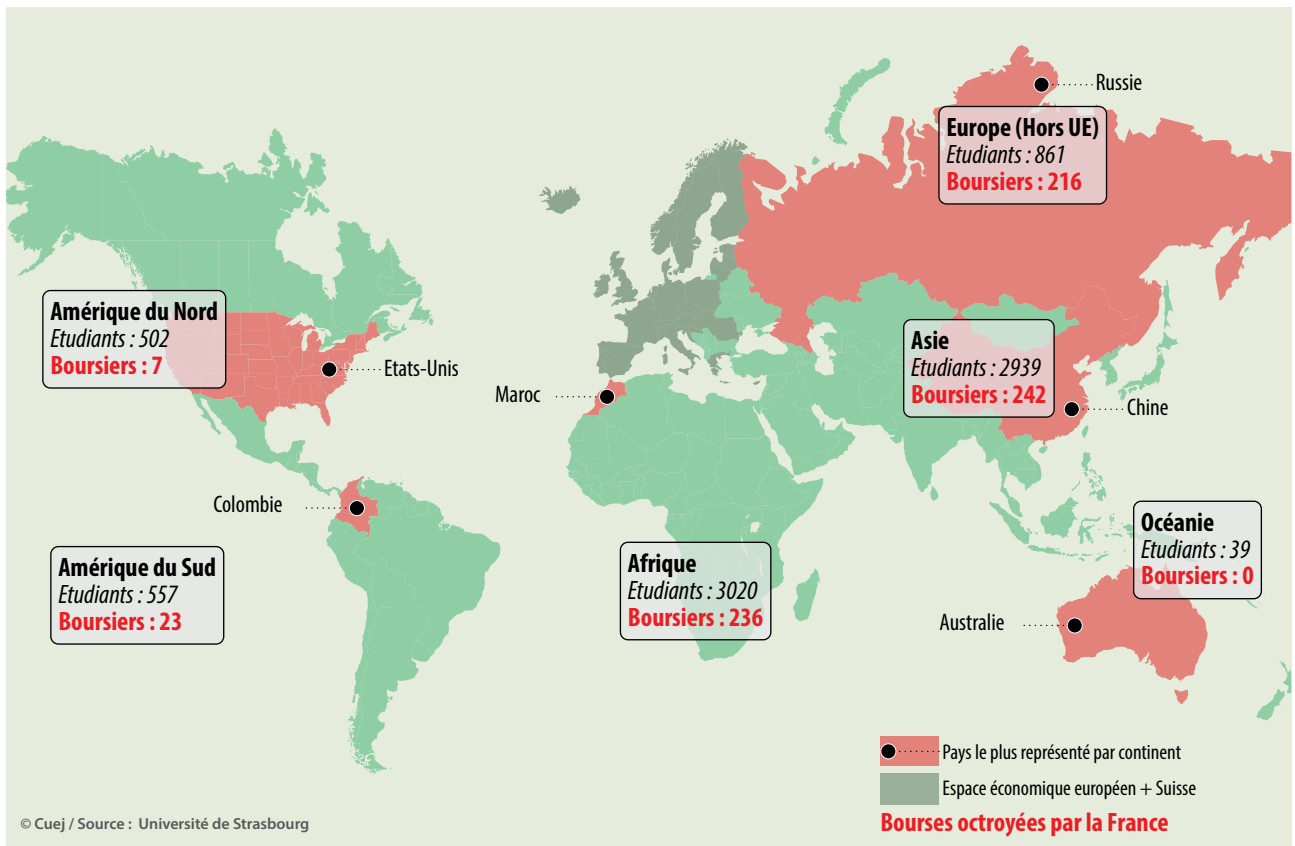
En attendant, les rumeurs courent. La pollution des sols ne serait ainsi qu'un prétexte pour récupérer des terrains à forte valeur immobilière. « On est pas dupes », explique Sophie*. « Ce sera des logements ». D'autres imaginent la construction d'un parking pour la mosquée située à quelques centaines de mètres des jardins. « Ça fait déjà longtemps qu'il y a plusieurs projets pour le quartier du Heyritz. Nous sommes bien situés, pas loin du centre », constate Martin Woerle. « Aucun projet immobilier n'est envisagé, nous allons conserver des espaces verts sur ces parcelles », rétorque la Ville.

Les craintes des locataires des parcelles privées sont d'autant plus vives que beaucoup y vivent depuis plusieurs générations. William a récemment récupéré une parcelle supplémentaire au profit de sa fille, preuve de sa volonté de perpétuer ses terres du Heyritz.

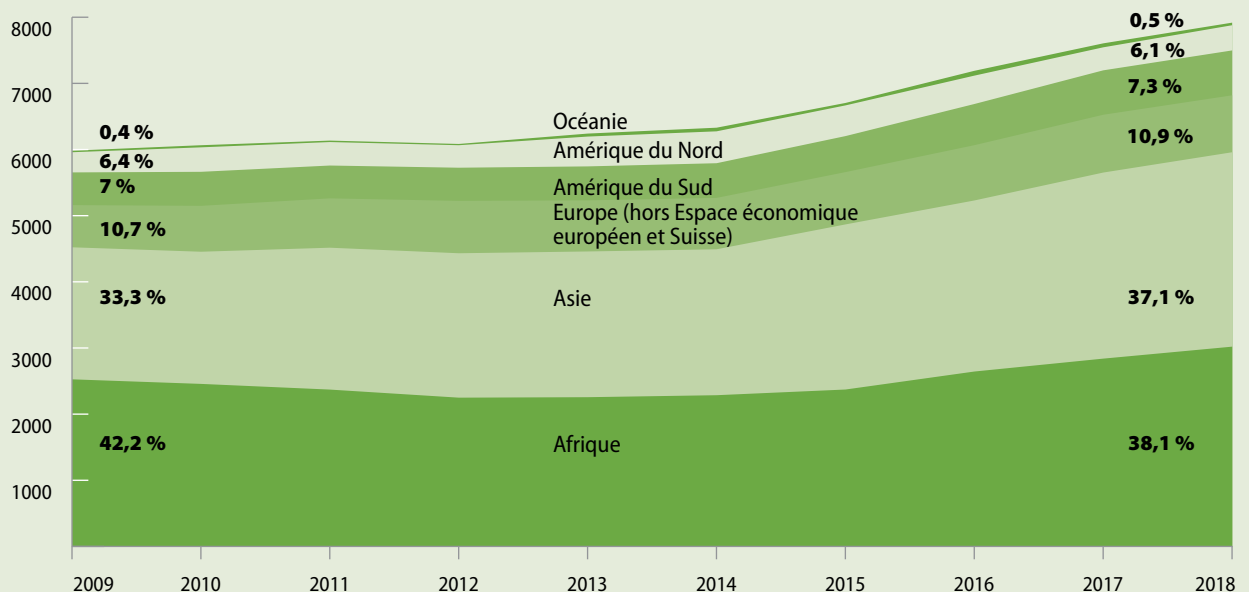
* Les prénoms ont été modifiés.

Dossier réalisé par Maxime Arnould, Nicolas Arzur, Clémence Barbier, Pierre Boudias.

Ces étudiants étrangers visés au portefeuille



Pourcentage des étudiants étrangers par continent entre 2009 et 2018



Bienvenue en France : le plan destiné aux étudiants étrangers, annoncé par le Premier ministre Edouard Philippe, le 19 novembre dernier, affiche une volonté de renforcer l'enseignement du français comme langue étrangère, de simplifier l'accès aux logements et les demandes de visa. L'objectif du gouvernement est d'accueillir 500 000 étudiants hors Union européenne à l'horizon 2027.

Mais la mesure phare consiste à augmenter les frais d'inscription pour les étudiants ne résidant pas dans l'Espace économique européen (EEE)* ou la Suisse. Elle doit entrer en vigueur en septembre 2019, mais suscite inquiétude et protestation. Jusqu'à présent, les frais de scolarité étaient les mêmes pour tous les étudiants. Dans le futur, un étudiant chinois qui paye encore environ 170 euros pour s'inscrire en Licence devrait déboursier plus de 2 700 euros. Ce coût grimperait jusqu'à 3 770 euros en Master. Le 23 avril, le conseil d'administration de l'Université de Strasbourg a décidé de ne pas appliquer cette mesure.

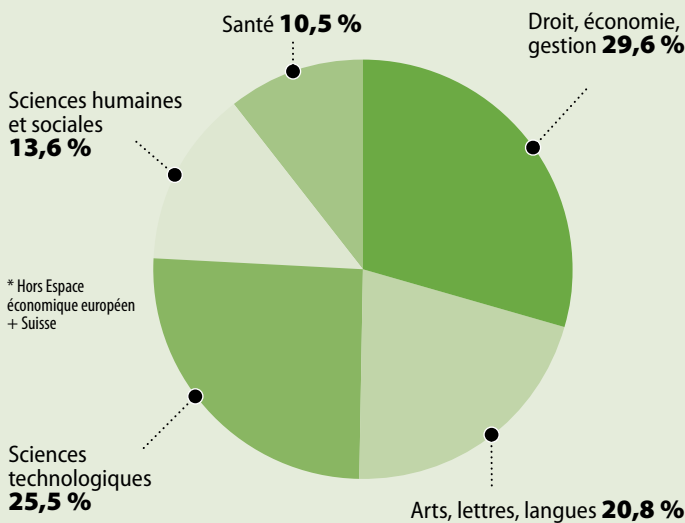
À l'Unistra, les étudiants internationaux représentent 15,5 % des effectifs cette année, soit près de 8 000 personnes. Un nombre en hausse constante depuis dix ans et qui risque d'être affecté par cette mesure.

Aya Alkhyari et Fabien Albert

* 28 pays membres de l'Union européenne + Islande, Norvège, Liechtenstein

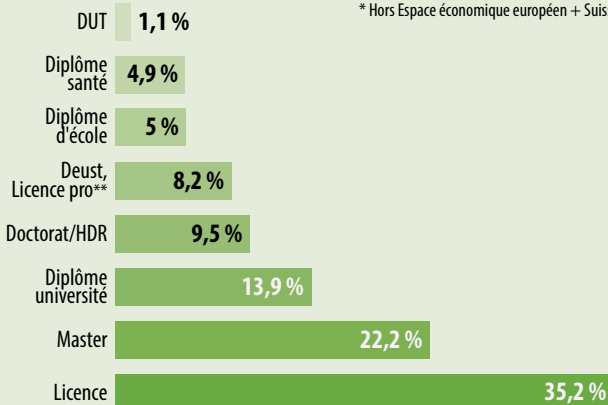
Répartition des étudiants étrangers* par domaine

Sur 7921 étudiants en 2018/2019



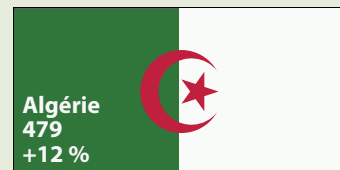
Répartition des étudiants étrangers* par diplôme

* Hors Espace économique européen + Suisse



**DEUST, Licence professionnelle, Prépa concours, DAEU/capacité, Echange international

* Classement par nationalité en 2018-2019
* Évolution du nombre d'étudiants entre 2009 et 2019



51 103

étudiants au total sont inscrits à l'Université de Strasbourg en 2018-2019.



15,5 %

des étudiants sont étrangers en 2018-2019 à l'Université de Strasbourg.





Loana Berbedj / Cuej

Il sent le jeu, guide sa vie

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin

CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :

Nicole Gauthier

ENCADREMENT :

Pascal Bastien,
Guillaume Bardet,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Alain Peter

RÉDACTEUR EN CHEF :

Hugo Bossard

ICONOGRAPHIE :

Judith Barbe

RÉALISATION :

Fabien Albert,
Aya Alkhiyari,
Mélissa Antras,
Yacine Arbaoui,
Maxime Arnould,
Nicolas Arzur,
Judith Barbe,
Clémence Barbier,
Loana Berbedj,
Hugo Bossard,
Pierre Boudias,
Pauline Boutin,
Victor Boutonnat

PHOTO DE UNE :

Nicolas Arzur

MAQUETTE :

Daniel Muller

IMPRESSION :

Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.

■ Florent Schmitt a convaincu les coachs de l'équipe de France Espoirs lors des sélections, les 23 et 24 mars, à Strasbourg

Florent Schmitt a perdu la vue à 7 ans. Accompagné de sa chienne, il mène aujourd'hui sa barque entre ballon rond et baccalauréat.

Lipton, au passage ! » À ces mots la jeune chienne guide son maître, Florent Schmitt, 18 ans, vers le passage piéton. Le duo arrive enfin au stade de l'Aar, à Schiltigheim, après avoir voyagé une demi-heure en train et pris deux tramways. Habitant de Weitbruch, un village entre Haguenau et Brumath, le lycéen se rend à Strasbourg deux fois par semaine pour « se défouler » avec l'équipe de cécifoot, adaptation du football pour personnes aveugles et mal-voyantes. Il a découvert le club en 2017 sur les recommandations de son ami et coéquipier Samuel Dejabrün, rencontré au centre pour déficients visuels Louis-Braille, installé au Neuhof.

« Un bon leader »

Deux ans plus tard, le jeune homme est sélectionné en équipe de France Espoirs de cécifoot. « Il n'avait jamais joué au football avant et, en deux-trois mois, il a explosé aux niveaux club et championnat de France. C'est le reflet de son implication et de sa progression rapide, explique Rémi Garranger, son entraîneur. Et c'est un bon leader. » Le footballeur a une bonne représentation de l'espace, un avantage qu'il possède en tant qu'aveugle sur les mal-voyants puisqu'il s'appuie davantage sur l'ouïe. Il suffit qu'on lui décrive le terrain une première fois pour qu'il

trouve facilement ses marques. « Je ne me préoccupe pas d'imaginer mon coéquipier. À l'oreille, je sens que je peux tirer ou faire une passe... En espérant que ça arrive sur lui », témoigne-t-il.

Florent Schmitt a perdu la vue à sept ans : « Mon frère et moi avons trouvé une carabine à plomb à la maison. On l'a prise pour jouer. Il m'a visé et le coup est parti », raconte-t-il. « Florent est un garçon courageux qui ne s'est jamais plaint. Après l'accident, il ne s'est pas refermé sur lui-même », souligne Christine Schmitt, sa mère et première admiratrice. Il n'a mis qu'un an pour maîtriser le braille.

Élève en Terminale ES à Haguenau, il veut s'inscrire l'an prochain à l'école de kinésithérapie parisienne qui forme des déficients visuels : l'association Valentin-Haüy. « Florent a pris toutes les initiatives concernant l'école. Lors d'un voyage scolaire à Paris en début d'année, il a organisé une visite de son futur établissement avec l'aide d'un de ses professeurs », indique Didier Schmidt, proviseur du lycée Robert-Schuman. Un projet professionnel qui inquiétait ses parents avant l'arrivée du labernois : « Ses rapports sociaux se sont améliorés depuis que Lipton l'accompagne. Les gens vont plus facilement vers lui pour proposer leur aide, lui demandent comment s'appelle la chienne aux beaux yeux bleus. »

Après s'être dépensé deux heures sur le terrain, le joueur troque le maillot numéro 7 contre son perfecto en cuir noir, puis repart pour Weitbruch. « En terme d'autonomie, le cécifoot lui a beaucoup appris. Notamment parce qu'il a été obligé de s'adapter à cette contrainte de distance », complète Rémi Garranger, cofondateur du club.

« Le jour avec les aveugles, le soir avec les voyants »

Florent Schmitt a pratiqué l'équitation pendant six ans. Mais l'esprit d'équipe lui manquait : « Au cécifoot on s'entraide, on progresse ensemble. Il y a une très bonne entente au sein de l'équipe », affirme-t-il.

Cette solidarité, il la retrouve sur les bancs du lycée. Brandon Laetzig, assis à sa gauche en classe, lui décrit la plupart des schémas esquissés au tableau par Dimitri Wagner, professeur de philosophie. Florent Schmitt, qui a toujours suivi un parcours scolaire normal, entretient des liens étroits avec ses camarades de classe, tous voyants. Il risque de les perdre s'il intègre un établissement spécialisé l'an prochain. Pour y remédier, il a déjà son idée : « Le jour avec les aveugles, le soir avec les voyants : j'irai me socialiser dans les bars », plaisante-t-il.

Loana Berbedj